

La nation dans tout son état

2^e partie : Mort de la nation ?

« Nation » est un terme général recouvrant une forme de structuration politique et sociale, liée depuis plusieurs siècles au capitalisme. La nation se forme autour d'une population particulière sur un territoire contrôlé par un État spécifique (où en passe de l'être) et sur lequel joue la péréquation du capital.

Péréquer, c'est compenser, en partie, des inégalités de situation. Cela n'uniformise pas les taux de profit, et ne nivelle pas les taux de salaire (à qualification égale), mais tend à en réduire les écarts sur le marché du capital et du travail. En tant que fraction du capital total, chaque capital individuel réclame une partie de la plus-value. Les profits de monopole et les rentes de situation, conséquences inévitables de la concurrence et des positions acquises, ne sont pas éliminés, mais l'ensemble national en limite les excès contre-productifs pour l'ensemble du système, tandis que l'État prend aussi en charge des investissements souvent peu rentables pour des capitaux privés (services publics, transports, énergie...).

Ce mécanisme suppose un espace circonscrit, aux frontières reconnues, sous l'autorité d'un pouvoir politique.

On comprend que l'État qualifiable en ce sens de *national* soit le cas le moins fréquent, réalisable seulement par les capitalismes dominants. Et même là, la crise est possible, comme en Allemagne et en Italie, nations inachevées au début du XX^e siècle: la république de Weimar a dû affronter le séparatisme bavarois ; quant au Sud italien, et plus encore la Sicile, leur développement est longtemps resté en retard sur le Nord. Ailleurs, dans les pays dominés, un semblant d'État national est viable tant que le capitalisme mondial leur permet un rôle second mais effectif. Lorsqu'ils s'en désarticulent, rien ne masque plus l'artificialité de l'édifice national, qui se déchire.

Temps & espace

Le nationalisme tire sa force de ce que la nation a été la forme politique de l'accumulation du capital, et de la concurrence entre capitaux nationaux. En va-t-il autrement aujourd'hui ?

Marché intérieur et forte productivité sont indispensables à l'essor capitaliste d'un pays, mais ces conditions ne sont efficaces que mises en œuvre par une population assez large sur un territoire assez vaste que maîtrise un pouvoir politique autonome. Malgré leur dynamisme, les cités-États italiennes de la fin du moyen âge manquaient de ce soubassement. L'empire bâti ensuite par les marchands hollandais souffrait de s'appuyer sur une métropole restreinte et vulnérable. L'Angleterre, elle, a bénéficié du fait de n'avoir jamais été envahie depuis 1066. (Inversement, malgré des décennies de combat et de lutte armée, le mouvement national kurde n'a pas été jusqu'ici assez fort pour s'imposer aux États qui contrôlent les zones de peuplement kurde.)

Hors sol, le capital mourrait asphyxié. Bien que le bourgeois mène une lutte incessante pour réduire le temps à un minimum, le capitalisme n'est pas seulement fait de *temps*, mais aussi d'un *espace* où prolétaires et bourgeois doivent pouvoir se rencontrer sur un marché du travail stable et pacifié. La nation a été et jusqu'ici demeure la forme de cette cohésion, et tous les capitalismes historiquement

dominants, anglais, français, allemand, américain, chinois aujourd'hui... ont un fondement national.

Le rassemblement des classes en un peuple (différent des peuples voisins, voire opposé à eux) formant une unité politique est un phénomène qui a connu une histoire riche en reconfigurations et en conflits. Des siècles se sont écoulés avant que l'Écosse cesse de menacer l'Angleterre, et les provinces françaises de se combattre. Les États-Unis se sont agrégés grâce à une succession de guerres : d'indépendance contre l'Angleterre, de conquête contre le Mexique, civile entre Nord et Sud. Mais les États-Unis n'y seraient pas parvenus sans leur capacité à pomper de la valeur – et du travail – du monde entier, et à attirer chez eux du capital, facteur crucial dans leur aptitude à intégrer de multiples apports de population.

Empire ou États nationaux

Le XIX^e fut le grand siècle doctrinal en ce qui concerne la nation. En Occident, la nation est sortie déconsidérée des deux guerres mondiales, surtout après 39-45. Elle était associée au nationalisme « fauteur de guerre »... quoiqu'au même moment la décolonisation lui ait redonné une image positive due aux mouvements de « libération nationale » dans le tiers-monde.

A partir de la fin du XX^e siècle, la tendance est plutôt à décréter la mort de la nation – thèse déjà ancienne :

Lors de sa célèbre conférence de 1882 (étudiée dans notre première partie), Renan envisageait l'hypothèse, pour lui prévisible : « *Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera.* »

Un siècle plus tard, le triomphe du néo-libéralisme impose la thèse de la « fin de la nation », largement répandue, jusque chez l'auteur de best-sellers planétaires Yuval Harari, pour qui les États perdent rapidement de l'importance, au bénéfice d'un « *empire global* » en formation qu'aucun État ou groupe ethnique ne dirige, et que mènerait une « *élite multi-ethnique* » (*Sapiens*, 2011, chapitre 11).

Formulée en termes inspirés du marxisme, cette position se résume ainsi : L'État national avait pour rôle de gérer la concurrence des capitaux et le rapport capital-travail à l'intérieur de chaque pays, or l'économie contemporaine ne connaît plus de frontières, donc l'État national, inadapté à un système « mondialisé », a cessé d'être la forme politique essentielle au capitalisme.

Cette vision se nourrit de faits réels, en un mélange de vrai et de faux.

La thèse de la fin de l'État national a ses variantes, mais la plupart tendent à remplacer l'État par un ensemble géopolitique sans bord ni centre, où l'informe tient lieu de contenu, fort bien condensé par le mot « empire » (popularisé en 2000 par Michael Hardt et Toni Negri dans le livre du même nom), terme assez élastique et flou pour se prêter aux interprétations et discussions les plus diverses. Le mot « empire » renvoie de plus à des réalités historiques très dissemblables. Une supériorité des États-Unis sur l'Angleterre a justement été de *ne pas être* un empire, et ceux qui au siècle dernier ont tenté de bâtir des empires (nazi, stalinien, à moindre échelle japonais) ont échoué. Malgré quelques colonies (le Tibet par exemple), la Chine contemporaine n'est pas un empire, mais un État national, de grande taille comme son concurrent étasunien.

Même s'il leur arrive de préférer l'Europe aux États-Unis, Hardt et Negri ne partaient pas en lutte contre l'impérialisme étasunien. Leur « empire » n'est pas américain, celui dénoncé autrefois par les tiers-mondistes (cf. *L'Empire américain* publié en

1968 par Claude Julien, directeur du *Monde Diplomatique* de 1973 à 1990). Hardt et Negri ne prennent pas pour cible l'hégémonie américaine sur une bonne partie du monde. « Empire » est le nom qu'ils donnent à un capitalisme mondial, dit « mondialisé », où États et frontières seraient devenus négligeables par rapport à une force anonyme et sans rivages qui absorberait *toutes les classes* : les bourgeoisies française, américaine, allemande, chinoise, etc. auraient fondu en une oligarchie financière cosmopolite, contre laquelle se dresserait une autre force elle aussi sans limite, quelque chose comme une multitude, les célèbres « 99 % ».

Autant dire que l'on escamote la question de l'État. Il n'y aurait plus qu'un unique capitalisme mondial (mais s'agit-il encore de *capital*, puisque cette théorie considère la mise au travail productif d'un prolétaire par un bourgeois comme maintenant secondaire ?), sans autre frontière que policière (de même le travail ne subsisterait que comme moyen de contrôle social). C'est la reprise de la promesse bourgeoise d'une unification du monde, sauf que là, ce processus ouvrirait la voie à l'émancipation: le capitalisme produirait son propre dépassement. Le changement révolutionnaire sans révolution.

Fin XIX^e-début XX^e siècle, l'optimisme bourgeois – partagé par nombre de socialistes – célébrait la vertu pacificatrice des échanges économiques internationaux. Position intenable à cause de 14-18 puis de 39-45, mais qui a reçu une nouvelle jeunesse grâce à la chute du Mur en 1989 et à la dissolution de l'URSS. Or la fin du capitalisme bureaucratique et l'internationalisation accrue du capitalisme n'ont ni pacifié, ni produit aucun empire au sens historique du mot. Les États-Unis n'ont rien de commun avec Rome, l'Autriche-Hongrie ou la Grande Bretagne victorienne, ni dans leur structure politique, ni dans leur façon de dominer le monde. L'URSS, elle, avait pris la suite des possessions coloniales tsaristes (et après 1945 vassalisé une partie de l'Europe orientale). Résistant aux tentatives indépendantistes en Ukraine et dans le Caucase, malgré la perte de la Finlande, des pays baltes et d'une partie de la Pologne, le pouvoir bolchévique avait instauré un système fédéral-autoritaire rassemblant de nombreuses « républiques » (souvent d'ethnies particulières). Cet édifice a disparu, remplacé par ce qui ne ressemble pas à un empire, et la Fédération de Russie sous Poutine s'avère plus nationale que ne l'était l'URSS stalinienne ou brejnévienne.

États & multinationales

L'économie « mondialisée » contemporaine transforme-t-elle la nature du capitalisme, le faisant passer à une autre phase, qualitativement différente de l'internationalisation économique d'avant 1914 (parfois appelée « première mondialisation ») ?

La thèse qui l'emporte en ce début de XXI^e siècle, et gagne même la pensée radicale, veut que le vrai pouvoir sur le monde soit passé des États à un ensemble de grandes firmes transnationales en concurrence monopolistique : 150 multinationales domineraient l'économie globale.

Cette position complète la théorie (essentielle chez Negri et Hardt, et tant d'autres) selon laquelle le travail a perdu sa place centrale (la valeur étant supposée se produire désormais sans travail), et subsisterait seulement comme outil de contrôle social. Il en irait de même pour l'État : le capitalisme échappant à ses cadres anciens se développerait désormais comme mouvement autonomisée de la valeur, l'État aurait perdu son rôle de contrôle sur l'économie, et il ne lui resterait qu'un rôle de répression et d'amortisseur social.

Ce qui est vrai, c'est que les États ont renoncé à une grande partie des fonctions régulatrices de l'économie qu'ils assuraient depuis la crise des années trente. Les décisions importantes sont de plus en plus prises par des organes supranationaux comme l'OMC ou, autrement, la Commission Européenne. Les firmes transnationales (FTN) échappent dans une large mesure à l'autorité des États : leur implantation dans plusieurs pays permet d'embaucher là où le salarié coûte moins cher et où le droit du travail est le plus favorable au patron, de payer leurs impôts où la fiscalité est légère, de délocaliser la production de la Chine vers l'Éthiopie ou de la France vers la Roumanie, et de profiter des rivalités interétatiques pour pousser à la baisse ou à la hausse de tarifs douaniers... pratiques qui amoindrissent fortement la souveraineté des États sur l'économie et le traitement du travail. Dépassant toute frontière, les FTN font comme si elles ignoraient les contraintes de l'espace, puisqu'elles déplacent capital et travail à volonté.

Mais que maîtrisent-elles au juste ?

Sur les anciens manuels scolaires, on lisait des cartes « physiques » (relief, fleuves, etc.) et « politiques » (les pays, c'est-à-dire les États, distinguables par des couleurs différentes). L'univers multinational, lui, voudrait ne plus connaître de pays, seulement des flux. Réduisant la politique à l'économie, il crée sa propre géographie, où populations et espaces, privées de matérialité, paraissent indéfiniment modulables. Les FTN ne maîtrisent donc aucun territoire, ni moins ni plus d'ailleurs que les entreprises d'antan bornées au sol national. Le monde existant (on pardonnera ce rappel à la réalité) n'étant pas déterritorialisé, le pouvoir immense (effectivement sans antécédent historique) des multinationales s'étend jusqu'aux limites de leur activité, s'y arrête, et laisse des gouvernements gérer un espace (et ses populations) encore découpé en États. L'OMC ne dirige pas plus un monde « globalisé » que le CNPF (autrefois organisation centrale du patronat français, devenue depuis MEDEF) ne dirigeait la France de 1960 au temps du capitalisme « national ».

Les scénarios d'un monde dominé par des multinationales ne sont vérifiables que dans des cas extrêmes de « républiques bananières » où de grandes sociétés exercent un pouvoir de fait, généralement là où règne une mono-industrie extractive (mines, pétrole, gaz) et non manufacturière. Le Gabon, qui tire la moitié de ses ressources du pétrole, vit sous la dépendance de Shell et de Total. Mais Total ne resterait pas ce qu'il est sans l'État français, qui seul dispose d'une légitimité, d'une assise socio-politique qui fait sa force, en France et ailleurs, et stationne ses soldats en permanence sur le territoire gabonais.

Bien sûr, les bourgeois sont plus soucieux de leurs profits que de la prospérité d'un pays d'origine, et les intérêts croisés des firmes transnationales les détachent de ce qui serait avantageux à un pays particulier. Renault (juridiquement, société de droit néerlandais) est-il français, japonais, ou ni l'un ni l'autre ?

Pourtant, la plupart des firmes transnationales fonctionnent adossées à un État national dont elles dépendent sans être dirigées par lui. Chacun son domaine. Avec partage des fonctions : les FTN contribuent à réduire la souveraineté des États, lesquels utilisent des multinationales comme facteurs de puissance face aux pays étrangers. Quoique 30 % de l'actionnariat de Total viennent des États-Unis (c'est-à-dire un peu plus que de France), Total n'en est pas moins, comme le déclarait en 2018 son PDG, « *la seule major non anglo-saxonne* » dans le secteur pétrolier et gazier. La « guerre économique » n'oppose pas General Motors à Volkswagen, Airbus à Boeing ou Lenovo à Apple, mais des pays, des États sur lesquels s'appuient ces entreprises de dimension mondiale. Simplement, les « sphères d'influence », leur délimitation, leur évolution ne ressemblent plus à celles des temps coloniaux.

Quand l'identité devient une réalité historique

Ce que l'on appelle « identité » se construit sur le partage d'une expérience vécue, qui suppose une « production des conditions de vie matérielles » commune. Une image collective est ensuite solidifiée à travers des habitudes et des rites, puis mise en forme dans des institutions, en particulier l'école et l'université, quand elles existent : au XIX^e siècle, pour contrer l'aspiration nationale dans ce qui deviendra la Pologne et la Lituanie, les gouverneurs du tsar imposent la langue russe et ferment les universités dans ces pays. Ailleurs, comme en Estonie et en Finlande, on compose des mythologies d'origine basées sur le folklore et les légendes locales. Par la suite, en Europe orientale comme en Amérique latine, même l'art moderne (cubiste en particulier) a pu contribuer à une affirmation culturelle nationale (aboutie ou non) : le style était international, les thèmes autochtones, voire indigénistes, par retour à des traditions populaires réinventées.

Nombreux sont les promoteurs d'une identité souhaitant la voir s'incarner en une nation : bien peu réussissent, non en raison du caractère de ces identités, mais faute de conditions socio-politiques nécessaires. « Queer nation » est un cri de ralliement, l'instrument d'une mobilisation. L'État noir revendiqué au XX^e siècle dans la *Black Belt* des comtés du Sud américain à majorité noire n'a jamais été qu'un slogan, et la *Nation of Islam* seulement le nom d'une organisation politique. Créer un État, et plus encore un État national, exige davantage que l'auto-définition d'une identité.

L'historien Ernest Gellner recensait 2.000 nations potentielles : pourquoi si peu produisent-elles de nationalismes réels ? Ou d'États nationaux ?

Une identité nationale repose sur un mouvement populaire, au sens d'un peuple rassemblant des classes différentes. Mais ce peuple-nation a supposé à un degré ou un autre, à un moment où un autre, un ethnocentrisme, une « base » prioritaire dans le fondement de la nation, qui la garantissait contre l'ennemi extérieur : une conjonction de réalités ethnico-culturelles était nécessaire à la construction nationale, mais non suffisante. Ensuite cette fondation originelle s'agrège progressivement, non sans mal, des apports extérieurs qui au fil du temps tendent à s'intégrer. Sauf dans le cas d'un pays comme Israël, qui n'est pas l'État de tous ses citoyens, mais un foyer pour les Juifs du monde entier, et n'a donc pas vocation à traiter également les Juifs et les Arabes vivant sur son territoire.

La société capitaliste (re)produit ses différences et ses inégalités à partir de ce qui lui préexiste, et qu'en cas de crise et d'instabilité elle reprend et ré-agence. Fin XIX^e siècle, une partie de la France découvre un « problème juif », mais la haine *politique* du Juif sous la III^e République a peu à voir avec l'antisémitisme *religieux* du Moyen Age. Autrefois mis à l'écart pour sa religion, le Juif se voit maintenant accusé de l'inverse : vivre séparé d'une communauté politique et sociale. En ex-Yougoslavie, la nationalité musulmane (sic) créée après 1945 était une simple classification administrative : le découpage en six « républiques socialistes » reposait sur des fondements géographiques et non religieux ou culturels. Mais quand le pays éclate, le « Musulman » bosniaque devient membre d'un ensemble géo-politique spécifique. Quoique les individus d'origine slave regroupés sous ce nom ne pratiquent pas tous cette religion, les classer ainsi permet de les distinguer des « Serbes » (orthodoxes) et des « Croates » (catholiques), deux groupes loin eux-mêmes de correspondre à leur définition respective. Fin XX^e siècle, certains Italiens du nord perçoivent leurs compatriotes du Sud comme un boulet dont ils voudraient se libérer. Plus près de nous, des Ukrainiens de l'est du pays, jusque-là simplement russophones, se réveillent « russes ». Le phénomène est infiniment plus fort et meurtrier dans des pays africains à peine unis et dépourvus d'identité nationale réelle.

Dislocation

Avant 1991, bien peu avaient prévu qu'en plein cœur de l'Europe, une guerre allait déchirer pendant dix ans ce qui avait été la Yougoslavie. Non loin de là, des tensions nationales exacerbées en nationalisme, allant vers un séparatisme, voire un paroxysme guerrier, demeurent de l'ordre du possible aux marges ou aux bords des pays européens (l'Ukraine fait-elle partie de « l'aire » slave ou européenne ? « La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre », démontrait Yves Lacoste dans un essai publié sous ce titre en 1976).

Dans des pays dominés et infiniment plus faibles, l'inexistence nationale engendre un éclatement (Syrie, Irak), ou un désordre inlassablement géré dans la violence d'État et de bande. Au Congo, qui comme la plupart de ses voisins a accédé à une modernité bourgeoise privée de ses bases matérielles, les marques de l'autorité étatique (monnaie, drapeau, hymne, timbres-poste...) ne recouvrent aucune réalité. Des pouvoirs politiques en perpétuelles décomposition et recomposition administrent des zones où une diversité de clans (familiaux, ethniques, religieux, ou un mélange des trois) commercent avec les grandes puissances étrangères. Il n'y a ni nation ni peuple « congolais », seulement appartenance à tel ou tel groupe particulier (autrefois, on disait « tribu », maintenant « ethnie »).

Sans nous aventurer ici sur le terrain géopolitique, demandons simplement jusqu'où est viable un ordre mondial qui règne mais ne gouverne plus que son propre désordre. Les pays capitalistes dominants en sortent-ils renforcés, ou ébranlés ? Les crises *dans* le capitalisme ne sont pas des crises *du* capitalisme, mais les fractures du système politique et économique favorisent pourtant sa remise en cause.

L'organisation mondiale du capitalisme est rarement la cause profonde des convulsions africaines ou moyen-orientales : mais c'est elle qui en détermine l'évolution, et leur solution, quand il y en a. Dans ces régions, le nationalisme n'est pas au service du développement d'un capitalisme autonome, mais de mobilisations politiques – outil d'ailleurs d'une efficacité très relative, car concurrencé par d'autres forces, régionales, ethniques et/ou religieuses.

Le paradoxe capitaliste, c'est de faire une communauté avec des individus séparés, de l'homogène avec de l'hétérogène.

Encore faut-il en avoir les moyens.

Il n'y suffit pas d'un marché intérieur, ni d'une propriété privée garantie par un État. Ces éléments étaient présents dans des sociétés antérieures dépourvues d'État national. Le lien historique entre capitalisme et nation, c'est la nécessité de réunir les membres des deux classes engagées dans un rapport capital-travail salarié qui soit productif de valeur *et compétitif*. Tel n'est pas le cas, malgré leur fabuleuse richesse, d'Abu Dhabi ou de Dubaï (qui mise maintenant surtout sur le tourisme), ni du Qatar (producteur de gaz et de peu d'autre chose), dont les milliards de dollars de revenu sont tributaires d'un marché mondial qu'ils ne maîtrisent pas. Pas d'indépendance sans industrie autochtone, et celui qui croit en une économie de l'immatériel pourra se reporter aux statistiques sur la production d'acier.

(Dés)Union Européenne

Il n'y a pas d'unité politique (ni militaire) européenne : additionner des nations n'en fait pas une structure fédérale. Il existe avant tout un vaste marché (le 3^e du monde avec plus de 500 millions de consommateurs) adapté aux intérêts de ceux des

capitiaux (européens et non-européens) qui sont intégrés dans la production et le commerce mondiaux.

Ce qui divise les bourgeois d'Europe, ce n'est pas la diversité inévitable quand se réunissent 28 pays, ni la compétition entre « grands » et « petits » capitaux, ou entre « capital de monopole » et « capitalisme non monopolistique ». La différence – et l'opposition – réside entre capitaux capables d'exporter (ou de s'aménager une niche sur ce qui reste de marché national protégé), et ceux mal armés pour résister à la concurrence étrangère (celle d'autres pays européens, comme celle extérieure à l'Europe).

Pour être viable, une nation doit servir d'instrument de la concurrence entre zones de développement capitaliste, opposant par exemple travail et capital anglais, contre travail et capital étasuniens. Opposition généralement pacifique, sans jamais totalement exclure l'issue militaire.

Loin de prouver la désuétude de l'État national, les revendications catalane et écossaise témoignent du besoin pour le capitalisme de se donner les cadres politiques et territoriaux les mieux adaptés à sa situation du moment, et de les changer si nécessaire. Le capitalisme n'est pas un pur flux de valeur détaché de la matière : il exige des frontières, mais elles peuvent évoluer.

La Belgique, née comme État en 1830, a toujours associé deux groupes de population économiquement et socialement inégaux. La Wallonie, région la plus prospère au XIX^e siècle, a vu ses industries et ses mines décliner, et le rapport de forces se renverser au profit de la Flandre. De plus, la Belgique est un des pays européens où le poids des firmes étrangères est le plus lourd, et où la bourgeoisie est le moins « nationale ». La Belgique symbolise une Union Européenne qui n'est guère qu'une entente économique, où Bruxelles ressemble à une *non*-capitale, n'étant ni le cœur d'un pays unifié, ni le cerveau dirigeant un bloc politique transnational cohérent. Délabrée, la maison belge craque et ne tient le coup qu'étayée par l'appui de tous les capitalismes dominants qui trouvent intérêt à sa continuation.

En Espagne, deux des régions les plus dynamiques, chacune avec une langue distincte du castillan, le pays basque et la Catalogne (au PIB supérieur en 2014 à celui de la Finlande), ont longtemps été des foyers indépendantistes. La crise capitaliste actuelle ravive les tendances centrifuges d'une Catalogne jouissant déjà d'une large autonomie. Si un jour elle en venait à se détacher de l'Espagne, ce serait pour créer un *nouvel* État national.

En Ecosse, 100.000 personnes vivent de l'extraction pétrolière, Edinbourg est la 6^e place européenne d'Europe et la Royal Bank of Scotland la 5^e banque mondiale. Le rêve d'une sécession bénéfique est d'ailleurs partagé par une partie des prolétaires locaux. Dans la mesure où les élections ont un sens, le vote ouvrier écossais, autrefois majoritairement acquis au Labour, s'est reporté en masse sur le *Scottish National Party* (parti social-démocrate modéré qui milite pour une indépendance écossaise). A la Chambre des Communes, en 1997, le premier avait obtenu 56 sièges, le second 6 : en 2017, les travaillistes écossais comptaient 7 députés, le SNP 35.

Quoi qu'il advienne d'une Flandre ou d'une « Padanie » indépendantes (l'une et l'autre encore chimériques), comme en Catalogne et en Écosse, le régio-nationalisme est une tentative de se recentrer sur une base supposée plus ferme et plus cohérente, en se coupant du poids mort de zones économiquement faibles. De même que l'UE se donne l'illusion d'une unité alors qu'elle n'est qu'un marché, des régions riches croient pouvoir créer des entités politiques viables en faisant appel à un passé commun, des traditions culturelles, voire une langue spécifique.

Que l'identité se rétracte et d'une province veuille faire une nation, illustre l'usure d'une capacité « intégrative » fragilisée par les pressions internationales, mais aussi

l'espoir d'y échapper par repli sur un bastion supposé plus productif dans la concurrence mondiale.

« Nationalité de l'ouvrier » ?

Dans l'Union Européenne, une partie des petites entreprises et du commerce local, dont les activités se déroulent à l'intérieur d'un espace national, cherche un rempart dans un néo-nationalisme. Les fonctionnaires et employés des collectivités territoriales, des hôpitaux, de la poste, etc., peuvent également s'imaginer qu'un « souverainisme » éviterait que se poursuive le « démantèlement des services publics ».

Mais on serait naïf de penser que le penchant « national » toucherait seulement des membres des classes dites moyennes, et épargnerait toujours le prolétaire. L'affirmation fort juste de Marx (citée dans notre première partie) selon laquelle « *La nationalité de l'ouvrier n'est pas française, ni anglaise, ni allemande, c'est le travail* » ne vaut qu'à condition d'admettre aussi que le travail puisse lui-même avoir une réalité nationale. Le « nationalisme ouvrier » est la forme prise par le réformisme quand il se retranche dans le cadre d'un pays pour contrer une hypothétique menace extérieure. Faute de lutte et de repère de classe, le travailleur, avec ou sans emploi, (re)découvre une appartenance, composée d'autres critères, marqueurs remontés d'un passé réinventé. Alors, qu'importe que les données « ethniques » relèvent du réel ou du mythe, quand leur capacité mobilisatrice les impose comme une force historique. Le commun devient communautaire. Le docker d'Anvers était ouvrier, et belge : maintenant il *est* flamand.

Mais pas plus que le réformisme, l'adhésion du prolétaire à un pays (ou une région) n'est une fatalité : l'enfermement identitaire est rarement définitif. On n'en sort cependant que par une nouvelle communauté de lutte.

Nation ouverte et fermée

Ouverture et/ou protection, pacifisme et/ou militarisme, ces options ont souvent donné lieu à des conflits inter-bourgeois au sein d'un même pays. Certains historiens distinguaient entre le patronat de Manchester, exportateur de biens de consommation et pour cette raison favorable au *free trade* et à une politique de paix, et le patronat de Birmingham, militariste car spécialisé dans une industrie lourde productrice d'armements. Au temps de l'Allemagne de Weimar, il était fréquent de différencier Krupp, géant de l'acier et fabricant d'armes, de Rathenau, patron d'AEG produisant de l'équipement électrique grand public. En fait, l'ensemble de l'industrie (AEG incluse) concourait à la production militaire, les intérêts étaient croisés, et face au désordre l'ensemble de la bourgeoisie allemande a fini par se rallier à Hitler et à sa fuite en avant guerrière (Rathenau était mort assassiné en 1922). La bourgeoisie n'est pas divisée en deux « fractions de classe » bien séparées, chacune défendant son intérêt et donc sa « ligne » politique spécifique tout au long de l'histoire.

Sur la scène politique, celle des partis et des gouvernements, par contre, le flux et reflux des deux options - libéralisme et protectionnisme - a régulièrement nourri des rivalités.

Début XXI^e siècle, des deux côtés de l'Atlantique, un camp se présente en champion de la modernité et de la liberté menacées par des xénophobes nationalistes, tandis qu'un camp adverse se veut défenseur des petites gens contre une « oligarchie

financière apatride ». Des dirigeants politiques européens sont favorables à une immigration qui abaisse le coût du travail, tandis que d'autres exploitent les poussées identitaires et prônent un resserrement sur le cadre national.

Au lendemain de l'élection, cependant, les absolus fondent en relatifs. Trump ne redonne pas leur emploi aux sidérurgistes et aux mineurs licenciés dans le Midwest et la région des grands lacs, et la sortie de l'euro n'est plus au programme de Marine Le Pen. Le pragmatisme bourgeois a besoin de frontières là où des tarifs douaniers servent ses intérêts, tout en souhaitant ouvrir ces mêmes frontières à une main d'œuvre moins cher mais, sur l'arène démocratique, ce clivage théâtralisé prend figure d'un enjeu historique fondamental.

Il n'y a pas contradiction entre l'accumulation « mondialisée » du capital et l'existence d'États souverains sur « leur » territoire. États-Unis et Chine font chacun le maximum pour imposer la libre circulation mondiale de leurs productions les plus compétitives, tout en interdisant autant que possible leur propre marché intérieur aux produits étrangers qui concurrenceraient les leurs. Les petits pays qualifiés d'illibéraux (Pologne, Hongrie, ajoutons maintenant l'Italie) n'ont pas le monopole des gouvernements « nationalistes » : les grandes puissances capitalistes (États-Unis, Inde, Chine, Russie) en produisent également.

Le siècle dernier a vu des tentatives de « blocs » relativement fermés : Allemagne nazie et empire japonais. Même le pays emblème du libre-échange en a connu la tentation : après la crise de 29, le travailliste devenu fasciste Oswald Mosley préconisait que l'Angleterre se referme sur un ensemble économique homogène, important des produits agricoles et des matières premières bon marché du Commonwealth et lui vendant ses produits manufacturés, à l'abri de barrières tarifaires.

Malgré ses meetings géants, Mosley n'eut jamais d'influence sur une classe dirigeante qui avait besoin d'une autre politique. Le capitalisme le plus moderne, anglais et américain, a eu d'abord raison du bloc semi-autarcique nazi, puis du capitalisme bureaucratique stalinien.

Aujourd'hui, le « retour au protectionnisme » relève plus du thème journalistique que de la politique économique : libre échange et « souverainisme » se combinent autant qu'ils s'opposent, mais nulle part l'avenir n'est écrit. Il en va de même du « retour du nationalisme ». Unique certitude : à moins d'imaginer que le capitalisme ait changé de nature, la guerre « économique » tourne tôt ou tard à la guerre tout court, dans des circonstances et sous des formes multiples et chaque fois inattendues.

G.D., février 2019

Publié sur <https://ddt21.noblogs.org>

Note

Nation, classe, lutte de classes, État, peuple, identité... autant de questions auxquelles « les Gilets Jaunes » donnent en ce moment une actualité brûlante.

En attendant de publier peut-être sur ce mouvement, citons seulement cet extrait d'un *Appel de « Gilets Jaunes » de l'Est parisien* (Janvier 2019) : « Le mouvement des gilets jaunes s'arrête aux portes des entreprises, c'est-à-dire là où commence le règne totalitaire du patronat. Ce phénomène résulte de différents facteurs. Retenons-en trois : 1) L'atomisation de la production, qui voit un grand nombre de salariés travailler dans des (très) petites entreprises où la proximité avec l'employeur rend très difficile la possibilité de faire grève. 2) La précarité d'une grande partie des salariés, qui détériore gravement leur capacité à assumer une conflictualité dans les boîtes. 3) L'exclusion et le chômage, qui placent en dehors de la production bon nombre de prolétaires. Une grande partie des gilets jaunes est directement concernée par au moins l'une de ces trois déterminations. L'autre composante du salariat, celle qui bosse dans les grandes sociétés et qui dispose d'une meilleure sécurité de l'emploi (CDI et statut) paraît être sous cloche, sur laquelle la puissante force du mouvement se rompt comme la vague sur le rocher. »

Correspondance : gilets-jaunes-revolutionnaires@protonmail.com

Lectures

Shlomo Sand, *De la nation et du peuple juif chez Renan*, Les Liens qui libèrent, 2009.

Jean-François Daguzan, *La fin de l'État-Nation ? De Barcelone à Bagdad*, CNRS Editions, 2015. Une thèse opposée à la nôtre, mais un bon condensé du problème.
Autre version : <https://www.diploweb.com/La-fin-de-l-Etat-Nation-Surprise.html>

Suzanne Berger, *Notre première mondialisation*, Seuil, 2003.

Sur l'industrie et la production d'acier : *Le Prolétaire*, Octobre-Novembre 2018, « Le capitalisme mondial de crise en crise », http://www.pcint.org/40_pdf/03_LP-pdf/501-600/lp-530-w.pdf
« Chaque année, le monde utilise autant d'acier que durant la première décennie suivant la deuxième guerre mondiale. » Pierre Veltz, *La Société hyper-industrielle. Le Nouveau capitalisme productif*, Seuil, 2017.

Ernest Gellner, *Nations & nationalismes* (1983), Payot, 1989.

Wladimir Andreff, *Les Multinationales globales*, La Découverte-Repères, 2003.

El Mouhoub Mouhoud, *Mondialisation & délocalisation des entreprises*, La Découverte-Repères, 2013.

Alain Deneault, « Total, un gouvernement bis », *Le Monde Diplomatique*, août 2018.

Adam Tooze, *Le Déluge, 1916-1931. Un nouvel ordre mondial*, Les Belles Lettres, 2015.

Hérodote, # 58-59, 1990, « A l'Est & au Sud ». Analyses sur l'Autriche, les pays baltes, l'Ukraine, l'est européen et ce qui deviendra la Slovaquie, rédigées avant la fin de l'URSS et l'éclatement de la Yougoslavie.

G. Dauvé, *10 + 1 questions sur la guerre du Kosovo*, 1999.
<https://troploin.fr/node/31>

Marx, *Critique de l'Économie nationale*, 1845, notes sur Friedrich List et son *Système national de l'économie politique* : texte où par ailleurs Marx critique le travail en tant que travail, expliquant qu'il ne s'agit pas de le libérer mais de le supprimer.

<http://www.critique-sociale.info/829/karl-marx-notes-critiques-sur-friedrich-list>

Sur la dislocation contemporaine d'une partie du Moyen Orient, et comment dont les grandes puissances, faute d'y rétablir l'ordre, s'efforcent d'en maîtriser le désordre, lire sur ddt21.noblogs.org :

G. D., *Brouillards de guerre* (juin 2016).

Tristan Léoni, « [Califat et barbarie. Première partie : De l'État](#) » (décembre 2015), « [Califat et barbarie. Deuxième partie : De l'utopie](#) » (décembre 2015), « [Califat et barbarie : En attendant Raqqa](#) » (juillet 2016)

La fin de la Yougoslavie illustre la façon dont peuvent s'enchevêtrer luttes de classes et fragmentations « ethniques » ou nationales : Anonyme, *De la grève à la guerre, 1984-1992*. <https://camarade.noblogs.org/files/2017/06/brochure-quand-les-nationalismes-se-font-vautours.pdf>

Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme & racisme en France (XIX^e-XX^e siècles)*, Fayard, 2007.